

Leçon n° 6 : « L'Union Européenne, un nouveau territoire de référence et d'appartenance »

Introduction : 27 états participent aujourd'hui à une construction politico-économique à l'échelle européenne au sein de l'Union Européenne, un espace de plus de 4 millions de km² et de près de 450 millions d'habitants.

En quoi l'Union européenne est-elle un espace en construction au sein duquel la France s'insère ?

I - Le territoire de l'Union Européenne

A - Un territoire attractif fait de contrastes

L'Union Européenne à 27



Les États membres



Allemagne (1952, Berlin)

Autriche (1995, Vienne)

Belgique (1952, Bruxelles)

Bulgarie (2007, Sofia)

Chypre (2004, Nicosie)

Danemark (1973, Copenhague)

Espagne (1986, Madrid)

Estonie (2004, Tallin)

Finlande (1995, Helsinki)

France (1952, Paris)

Grèce (1981, Athènes)

Hongrie (2004, Budapest)

Irlande (1973, Dublin)

Italie (1952, Rome)

Lettonie (2004, Riga)



Lituanie (2004, Vilnius)

Luxembourg (1952, Luxembourg)

Malte (2004, La Valette)

Pays-Bas (1952, Amsterdam)

Pologne (2004, Varsovie)

Portugal (1986, Lisbonne)

République tchèque (2004, Prague)

Roumanie (2007, Bucarest)

Slovaquie (2004, Bratislava)

Slovénie (2004, Ljubljana)

Suède (1995, Stockholm)

Croatie (2013, Zagreb)

Hymne européen

D'après l'Hymne à la joie de Ludwig Van Beethoven

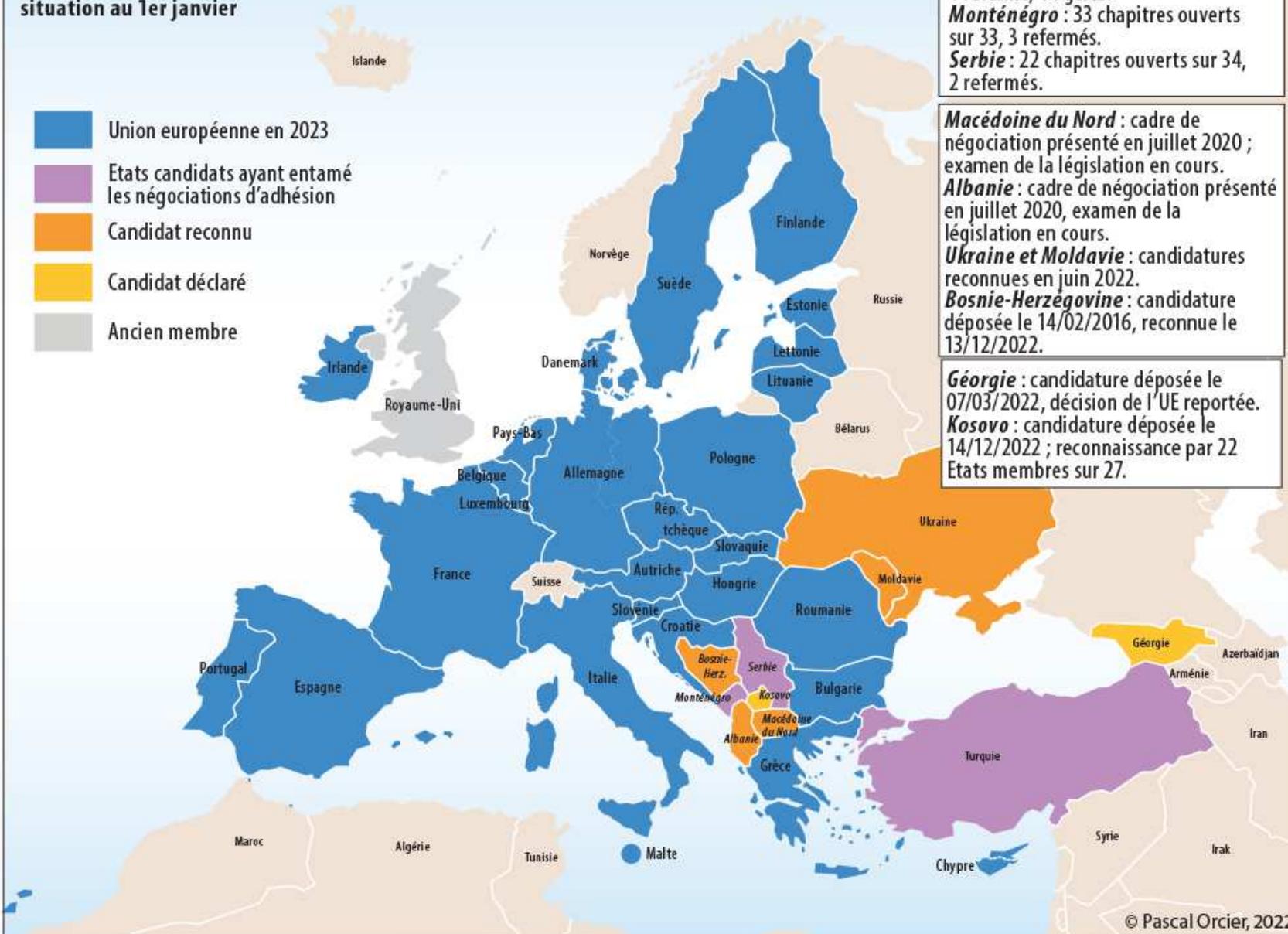


L'Union Européenne à 27

L'Union européenne en 2023

situation au 1er janvier

-  Union européenne en 2023
-  Etats candidats ayant entamé les négociations d'adhésion
-  Candidat reconnu
-  Candidat déclaré
-  Ancien membre



Etat des négociations d'adhésion :

Turquie : 16 chapitres ouverts sur 33, 1 refermé, 14 gelés.

Monténégro : 33 chapitres ouverts sur 33, 3 refermés.

Serbie : 22 chapitres ouverts sur 34, 2 refermés.

Macédoine du Nord : cadre de négociation présenté en juillet 2020 ; examen de la législation en cours.

Albanie : cadre de négociation présenté en juillet 2020, examen de la législation en cours.

Ukraine et Moldovaie : candidatures reconnues en juin 2022.

Bosnie-Herzégovine : candidature déposée le 14/02/2016, reconnue le 13/12/2022.

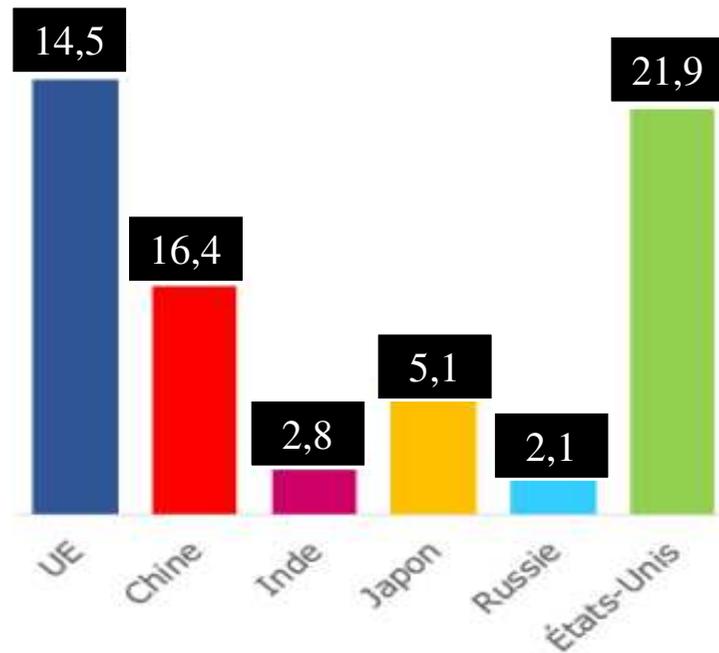
Géorgie : candidature déposée le 07/03/2022, décision de l'UE reportée.

Kosovo : candidature déposée le 14/12/2022 ; reconnaissance par 22 Etats membres sur 27.

© Pascal Orcier, 2022.

Une puissance économique majeure

PIB en milliards de dollars
2021



"le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions des traités". (art. 26, traité sur le fonctionnement de l'UE, Rome, 1957).

Des valeurs

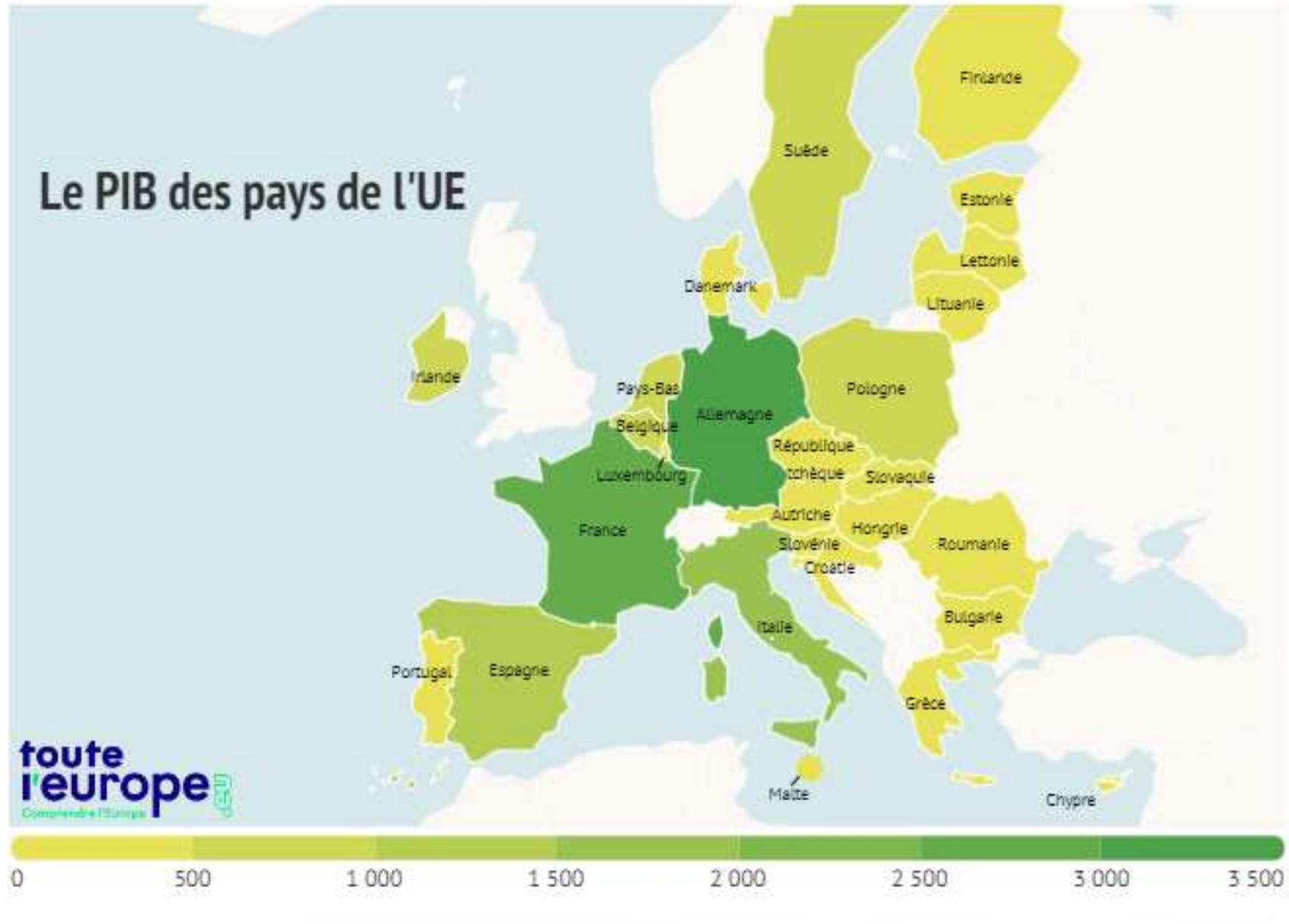


Une charte européenne des droits fondamentaux
contraignante pour l'ensemble des activités de l'UE

A - Un territoire attractif fait de contrastes

Trace : L'Union européenne est un pôle mondial de richesse et un vaste marché commun où circulent librement les marchandises, les services et les capitaux. Son attractivité ne se dément pas puisque plusieurs états dont la Serbie ou l'Albanie ont fait acte de candidature pour devenir états membres. Une devise (Unie dans la diversité), un drapeau, un hymne et les valeurs liées aux Droits de l'Homme et à la démocratie participent à renforcer le sentiment d'appartenance des pays membres à l'Union.

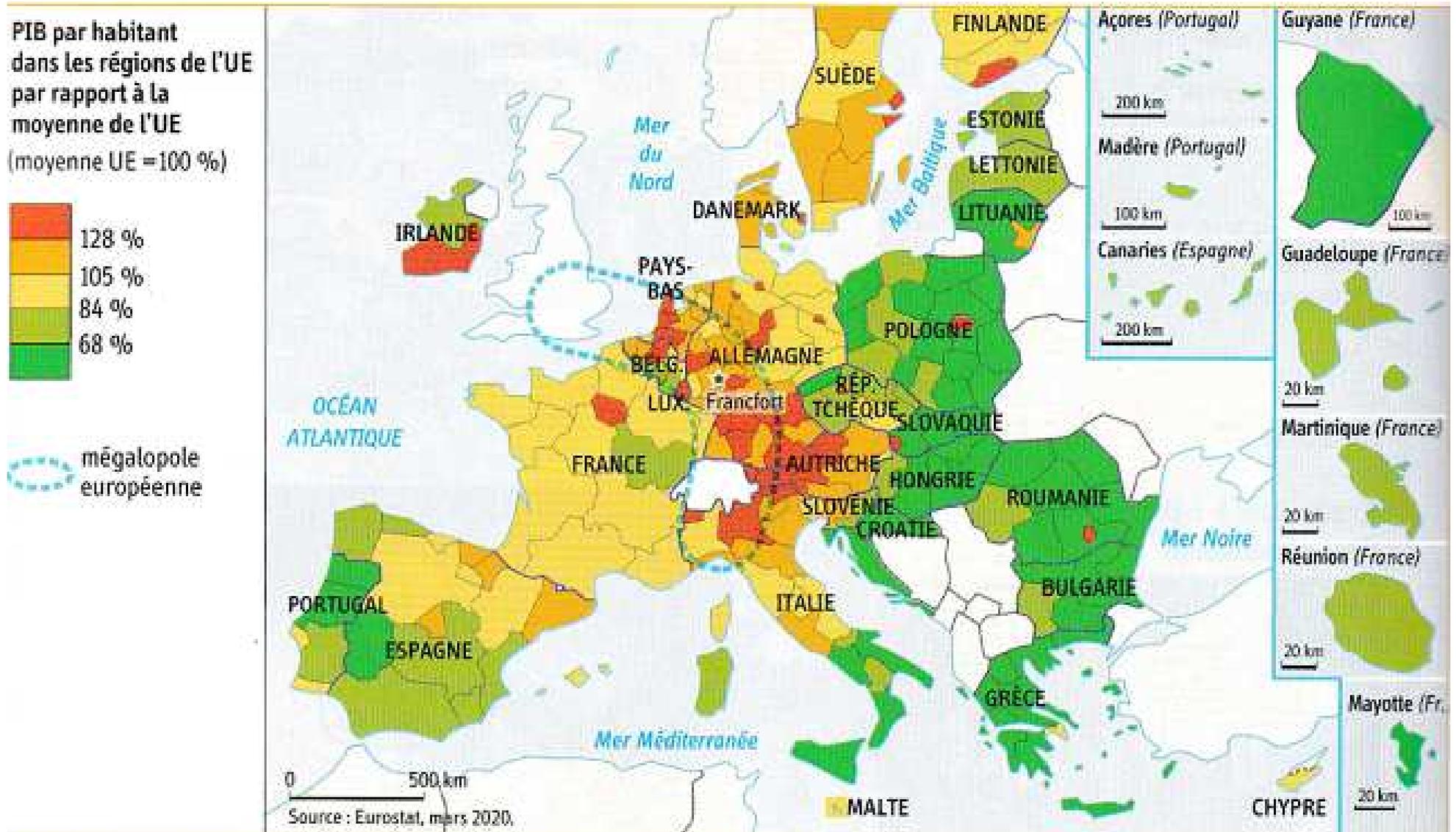
Des inégalités de richesse



Produit intérieur brut (PIB) en 2022 en milliards d'euros

Source : Eurostat (dernières données disponibles)

Des inégalités de richesse



1 Les inégalités de richesse dans l'UE (2020)

Des inégalités de richesse

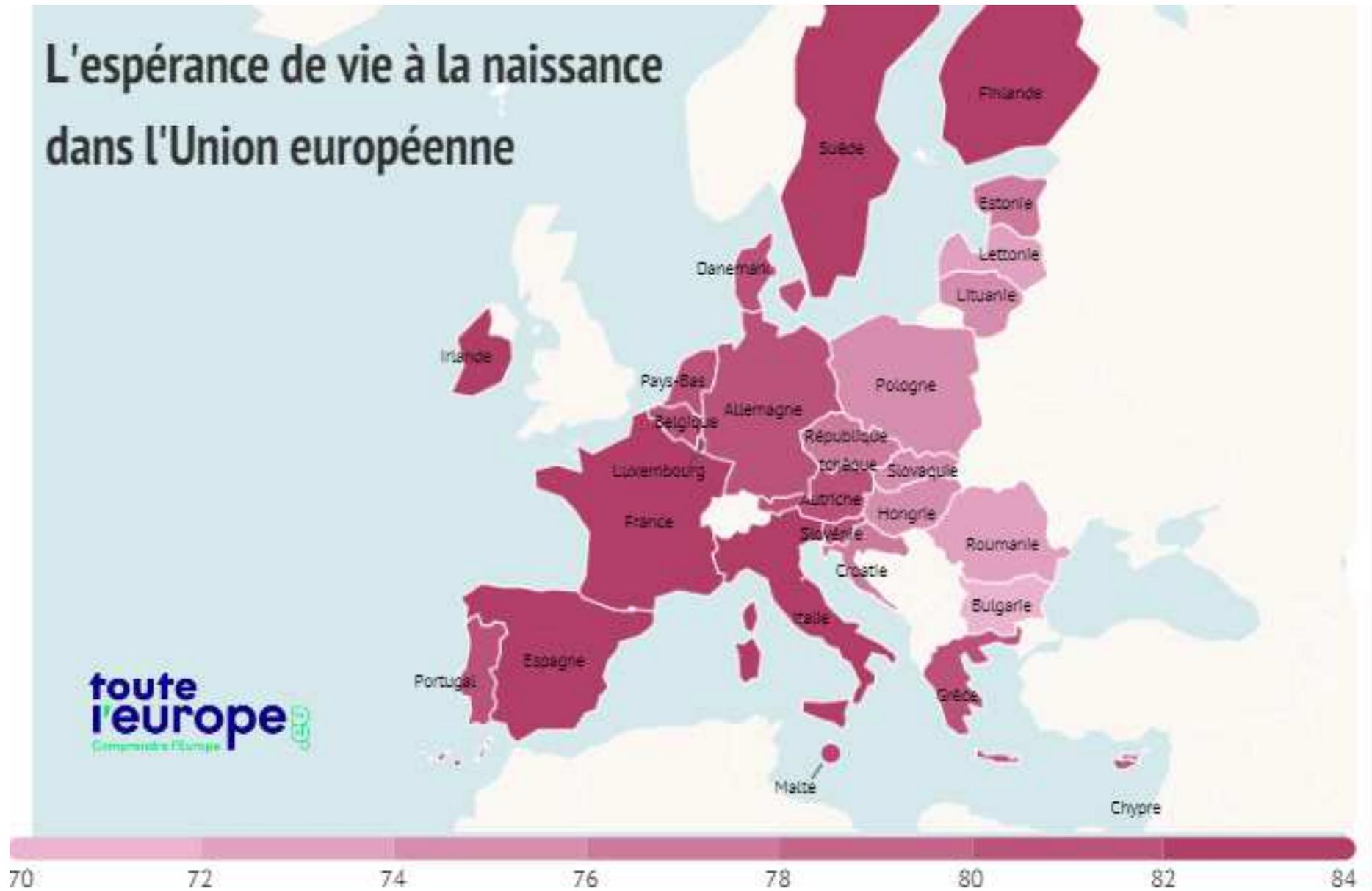


Ramassage du foin à Viscri,
Roumanie, 2014.



Récolte de blé mécanisée à
Lérida, Espagne, 2014.

Espérance de vie à la naissance 2021



Données : Eurostat (2022) - Espérance de vie à la naissance dans les Etats membres de l'Union européenne en 2021

Les identités européennes

Български	English
Čeština	español
dansk	français
Deutsch	Gaeilge
eesti keel	hrvatski
Ελληνικά	Italiano
latviešu valoda	português
lietuvių kalba	Română
magyar	slovenčina
Malti	slovenščina
Nederlands	suomi
polski	svenska

24 langues officielles

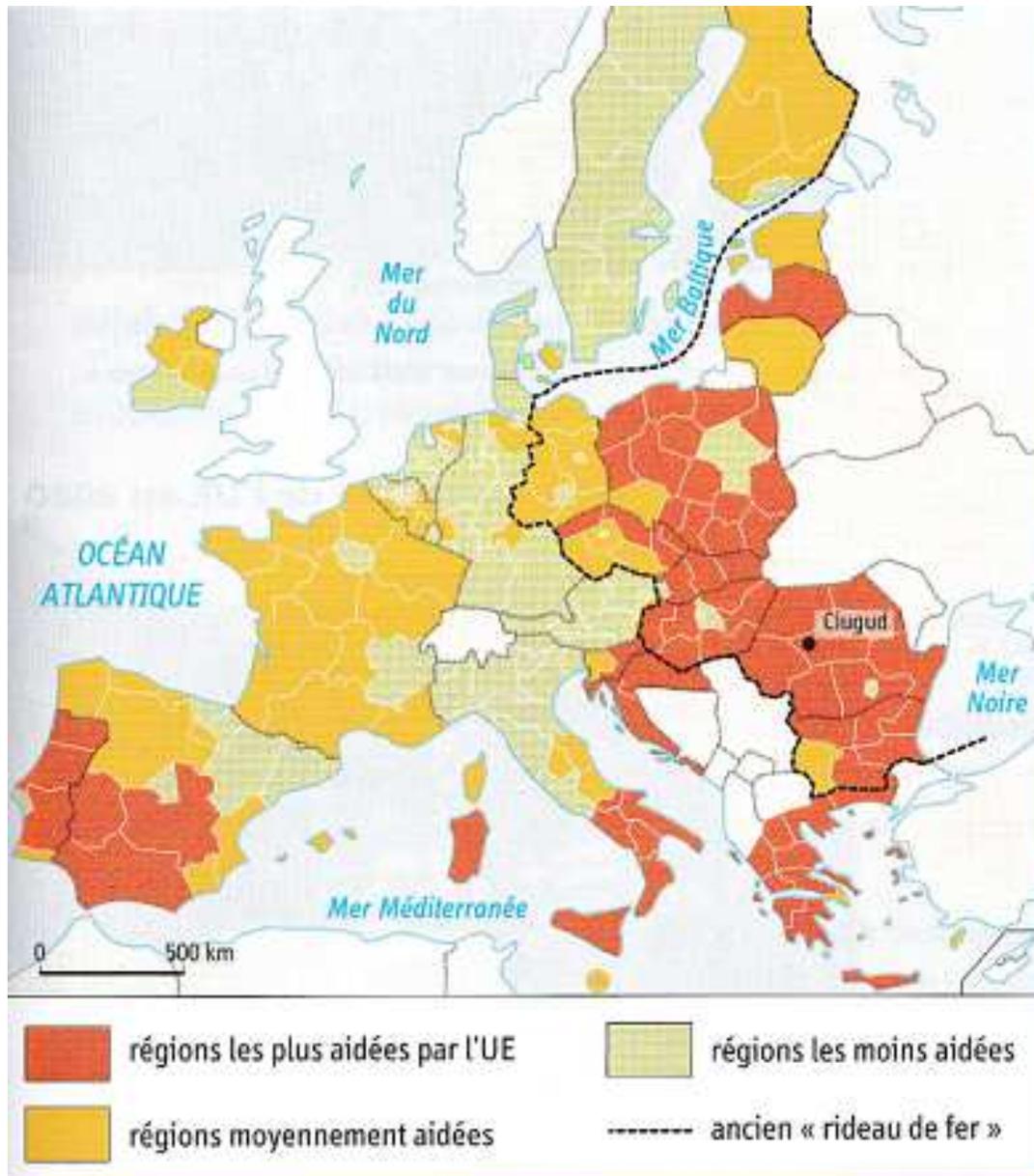
Une seule et même religion n'est pas partagée par l'ensemble de 27 pays membres de l'Union européenne et il n'existe aucune homogénéité quant à la proportion de croyants dans la population de ces Etats. La seule caractéristique partagée par tous les pays de l'Union est d'avoir pour confession majoritaire, une religion issue du christianisme. Le catholicisme est la religion majoritaire de 15 pays européens, le protestantisme de 8 pays, et l'orthodoxie de 4 pays. Bien entendu, au sein des 27 pays de l'Union, une seule religion n'est pas partagée par l'intégralité de la population et d'importantes minorités religieuses peuvent exister. Par exemple, on compte en Allemagne environ 4 millions de musulmans et entre 5 et 6 millions en France.

A - Un territoire attractif fait de contrastes

Trace : Les inégalités de développement sont pourtant très importantes au sein de l'UE. La mégalopole européenne, autour du Benelux, de l'Allemagne, de l'Italie et d'une petite partie de la France, bref les pays fondateurs avant tout, concentre la puissance. A l'inverse, les pays du sud et de l'est sont moins développés (Grèce, Roumanie). Il n'existe pas non plus d'homogénéité culturelle totale dans l'Union qui compte 24 langues officielles, de multiples religions et cultures.

B - Des politiques communes

Les aides européennes par région



« La politique de cohésion est la principale politique d'investissement de l'UE. Son ambition est de réduire les écarts de développement entre les régions. La plus grande partie de son financement se concentre sur les régions et pays européens les moins développés. Pour mener à bien ses missions, la politique de cohésion est dotée d'un budget de 351,8 milliards d'euros pour la période 2014-2020. C'est le premier poste de dépenses de l'UE. Cette politique est notamment mise en œuvre par l'intermédiaire du Fonds européen de développement régional (FEDER). Ses investissements se concentrent principalement sur l'innovation et la recherche, la stratégie numérique, le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et l'économie sobre en carbone. »

■ « Aperçu de la politique de cohésion », www.rpfrance.eu, 8 février 2016.

5 Les régions aidées par l'UE (2021-2027)

Les aides européennes par région



Plaque à l'entrée de la forteresse : «
Rénovation de Saint-Michel. Projet cofinancé avec le **Fonds européen de développement régional** ».

Forteresse Saint-Michel à Šibenik (Croatie), financée pour 1 million d'euros par l'UE sur un coût total de 1,6 millions.

Quelques fonds européens

FEDER	Fonds européen de développement régional. Objectif : corriger les déséquilibres régionaux.
FEADER	Fonds européen agricole pour le développement rural. Objectif : développer les zones rurales, accompagner leurs mutations.
FSE	Fonds social européen. Objectifs : réduire les écarts de richesse et de niveaux de vie entre les États membres de l'UE et leurs régions ; promouvoir l'emploi au sein de l'UE ; aider les États membres à rendre leur main-d'œuvre et leurs entreprises plus aptes à relever de nouveaux défis mondiaux.
Interreg	Objectif : promouvoir la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale.

La Politique agricole commune

Prévue dès le Traité de Rome en 1957, la Politique agricole commune a été mise en place en 1962, avec un impératif lié à l'après-guerre : garantir l'autosuffisance alimentaire de ce que l'on appelle alors la Communauté européenne...La Politique agricole commune est aujourd'hui organisée selon deux « piliers » :

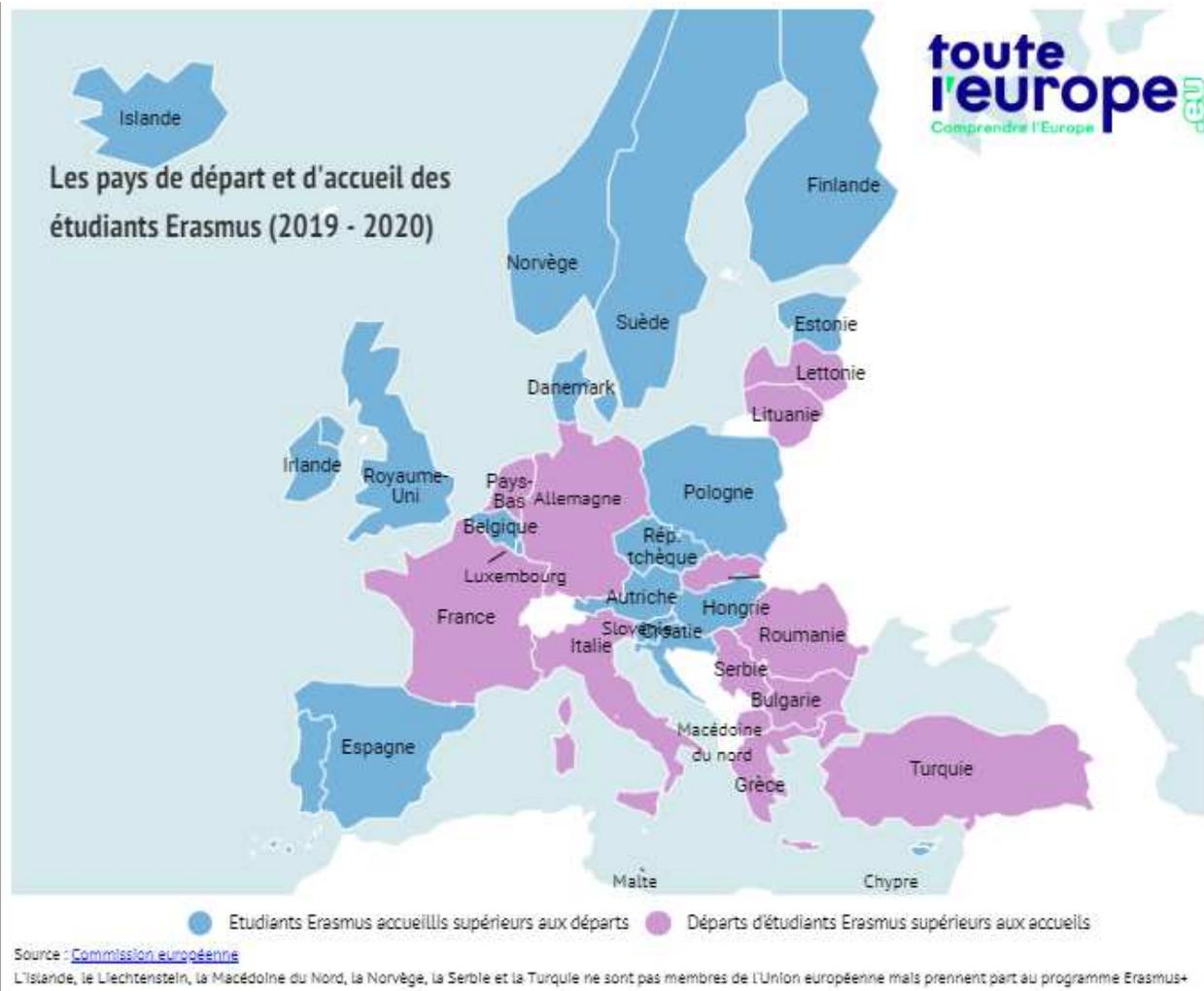
- Premier pilier : le soutien des marchés et des revenus agricoles

Les aides directes versées aux agriculteurs représentent environ 70% du budget total de la PAC et assurent un revenu minimal garanti aux agriculteurs. Elles sont soumises à un principe de conditionnalité, imposant entre autres aux bénéficiaires le respect de l'environnement.

- Second pilier : la politique de développement rural

Depuis 2003, la politique de développement rural a pour objectif de maintenir le dynamisme socio-économique des territoires ruraux.

Le budget pour l'agriculture et le développement rural sur la période 2014 – 2020 est de 362,8 milliards d'euros (278 milliards pour les aides directes, environ 85 milliards pour le développement rural) et de 264 milliards pour 2023-2027.



Le programme Erasmus

Depuis sa création en 1987, le programme d'échange Erasmus a permis à plus de 4 millions de jeunes Européens d'aller étudier dans un autre pays.

Pour l'année 2017-2018, 340 100 étudiants d'Europe (hors Balkans) ont bénéficié du programme Erasmus+. Les destinations les plus populaires ont été l'**Espagne** (qui a reçu 51 321 étudiants sur la période et qui était déjà en tête l'an passé), l'**Allemagne**, le **Royaume-Uni** et la **France**.

La France est le pays d'où partent le plus d'étudiants (47 811 sur la période) suivie par l'**Allemagne** (42 398), l'**Espagne** (40 226) et l'**Italie** (38 682).

B - Des politiques communes

Trace : Pour faire face aux inégalités et déséquilibres régionaux, l'Union européenne apporte de l'aide aux régions en difficulté dans le cadre de sa politique de cohésion. Cette politique est mise en œuvre notamment par le Fonds européen de développement régional (FEDER, budget 2021-2027 : 200 milliards d'euros). La politique agricole commune (PAC) débutée en 1962 soutient les revenus agricoles et les territoires ruraux avec un budget de plus de 264 milliards d'euros sur la période 2023-2027. Enfin, le programme ERASMUS favorisant la mobilité des étudiants en Europe concerne 4 millions d'européens depuis 1987.

**C - Un territoire à géométrie variable
et une Union remise en question**

La zone euro

Les 19 États membres de la zone euro

- Les 11 États membres à la création de l'euro en 1999
- Les 8 États membres ayant rejoint la zone euro après 1999

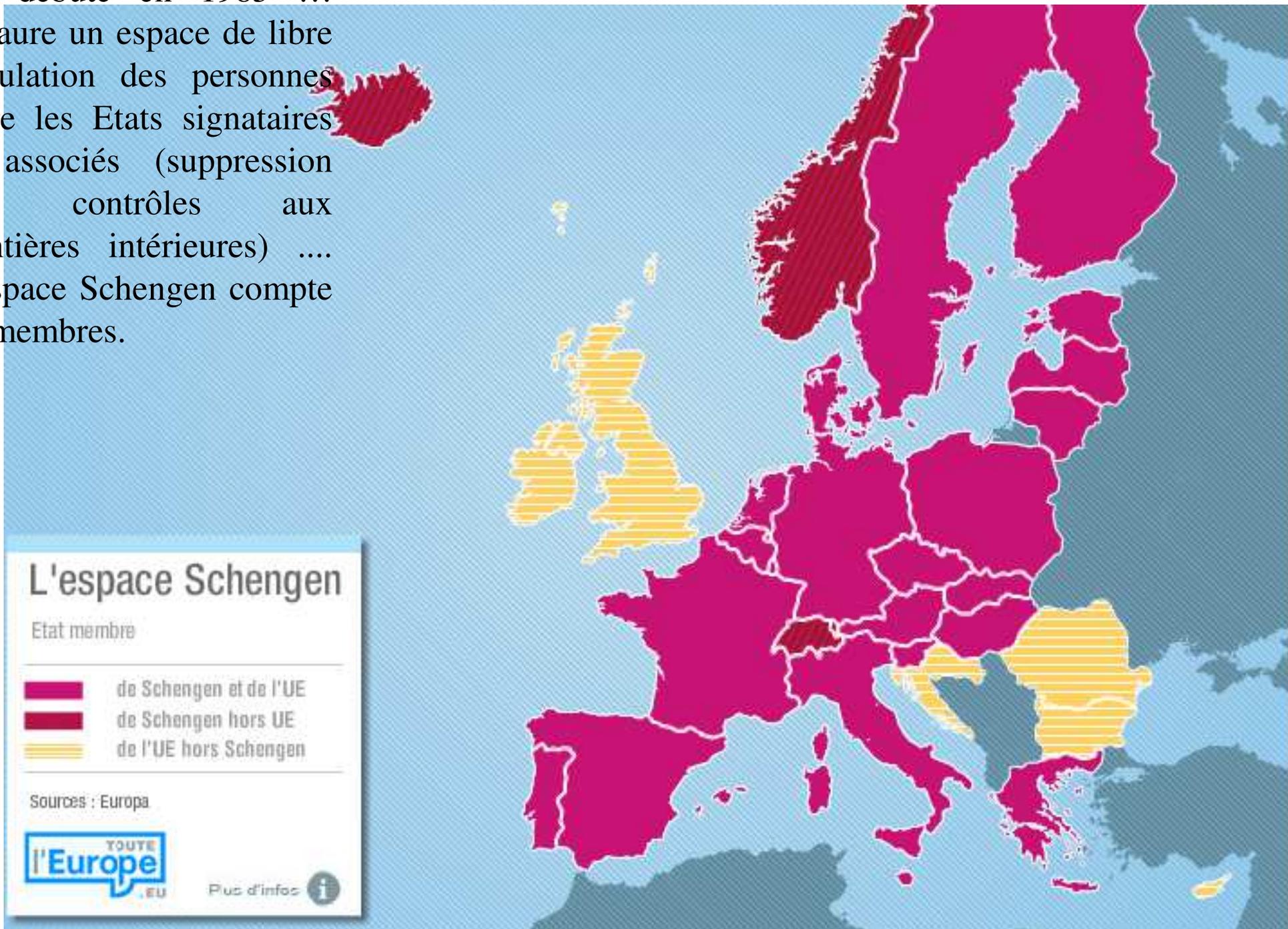


Source : Commission européenne

LA CROIX IDI

La coopération Schengen, qui débute en 1985 ... instaure un espace de libre circulation des personnes entre les Etats signataires et associés (suppression des contrôles aux frontières intérieures) L'espace Schengen compte 26 membres.

L'espace Schengen



Les institutions de l'Union et leur localisation

Institutions	Localisation
<u>Parlement européen</u>	Strasbourg : siège du Parlement . Il s'y réunit pour les sessions plénières, environ une semaine par mois. Bruxelles : pour les sessions supplémentaires. Les commissions du Parlement y siègent aussi. Luxembourg : pour le secrétariat général et ses services.
Conseil européen	Bruxelles
Conseil (ou <u>Conseil des ministres</u>)	Bruxelles : siège du Conseil. Luxembourg : le Conseil y siège en avril, juin et octobre.
Commission européenne	Bruxelles : siège officiel, mais la Commission dispose aussi de locaux à Luxembourg.
Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)	Luxembourg : pour la Cour de justice et pour le Tribunal qui l'assiste.
Cour des comptes européenne	Siège à Luxembourg
Comité des régions	Bruxelles : siège du Comité. Mais chaque État membre dispose d'une délégation nationale.
Banque centrale européenne (BCE)	Siège à Francfort-sur-le-Main .

Les institutions de l'Union et leur localisation

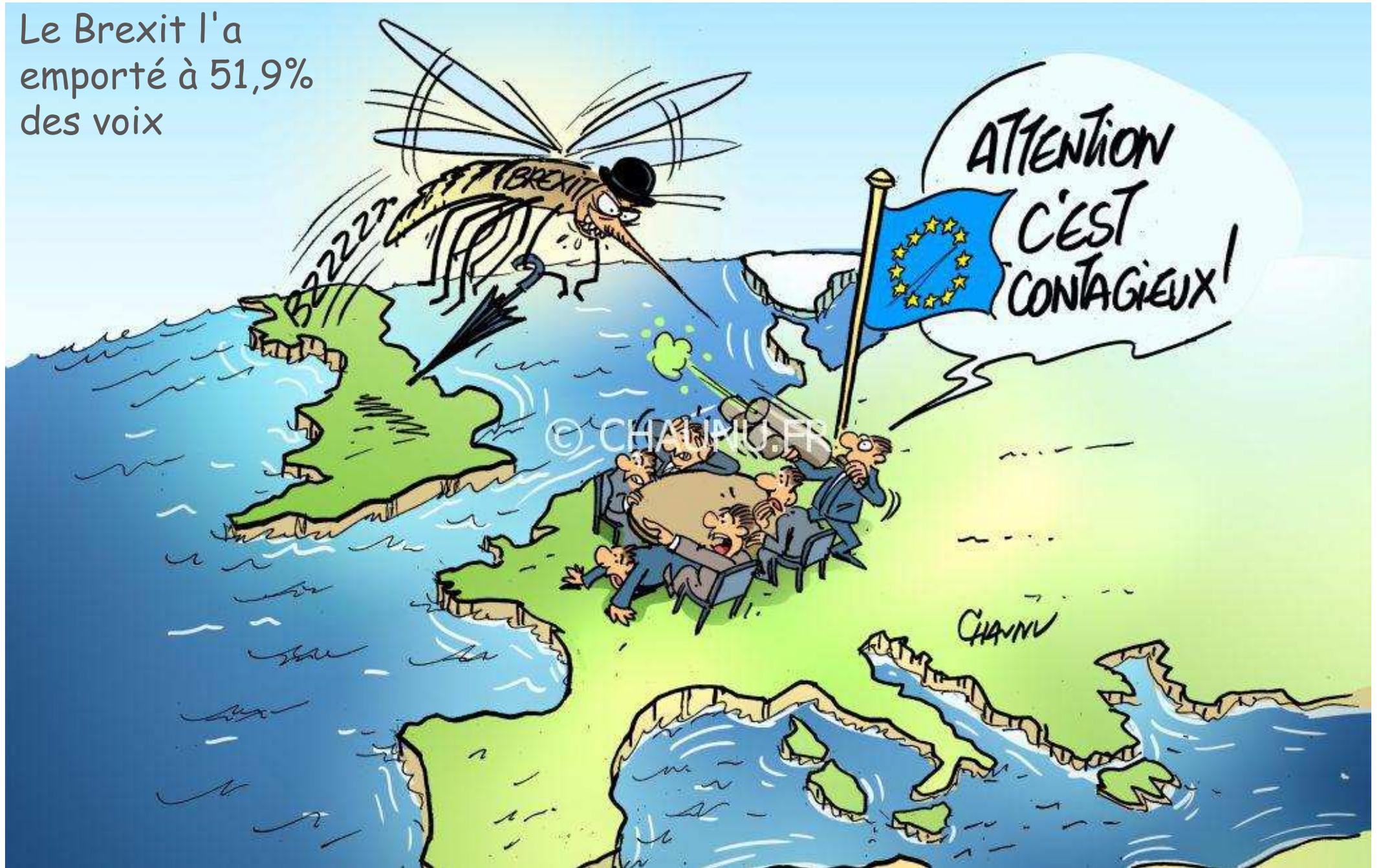


C - Un territoire à géométrie variable et une Union remise en question

Trace : L'Union européenne est une association d'Etats au sein de laquelle tous les membres n'ont pas atteint le même niveau d'intégration. Les états fondateurs concentrent les principales institutions européennes, ils appartiennent à la zone euro, l'espace dans lequel circule une monnaie unique depuis 2002, et à l'espace Schengen, un espace de libre circulation des personnes sans contrôle aux frontières intérieures. Mais seuls 19 des 27 Etats membres de l'Union européenne ont adopté l'euro pour l'heure et seuls 22 Etats membres appartiennent à l'espace Schengen qui est un espace qui déborde les frontières de l'Union européenne puisque 4 pays non membres y participent (Islande, Norvège, Suisse, Liechtenstein) dans le cadre d'un partenariat avec l'Union.

Le Brexit

Le Brexit l'a emporté à 51,9% des voix



L'Islande retire sa candidature

L'Islande a annoncé, jeudi 12 mars, qu'elle retirait sa candidature à l'Union européenne (UE), deux ans après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement eurosceptique de centre droit, qui promettait de mettre un terme au processus lancé en 2009...

Un gouvernement de gauche avait déposé sa candidature à une époque où une grave crise financière avait ébranlé la confiance des Islandais dans leurs institutions, et suscité l'envie de rejoindre la zone euro au vu de la chute de la valeur de la couronne.

Mais une question reste en suspens : comment combler le fossé entre Bruxelles et Reykjavik sur les quotas de pêche, pilier de l'économie islandaise ? Ce sujet épineux n'a jamais été abordé lors des négociations entre juin 2011 et janvier 2013. Dès son accession au pouvoir, en avril 2013, le parti de centre droit avait mis un terme aux discussions.

12 mars 2015

L'eurosepticisme en 2019

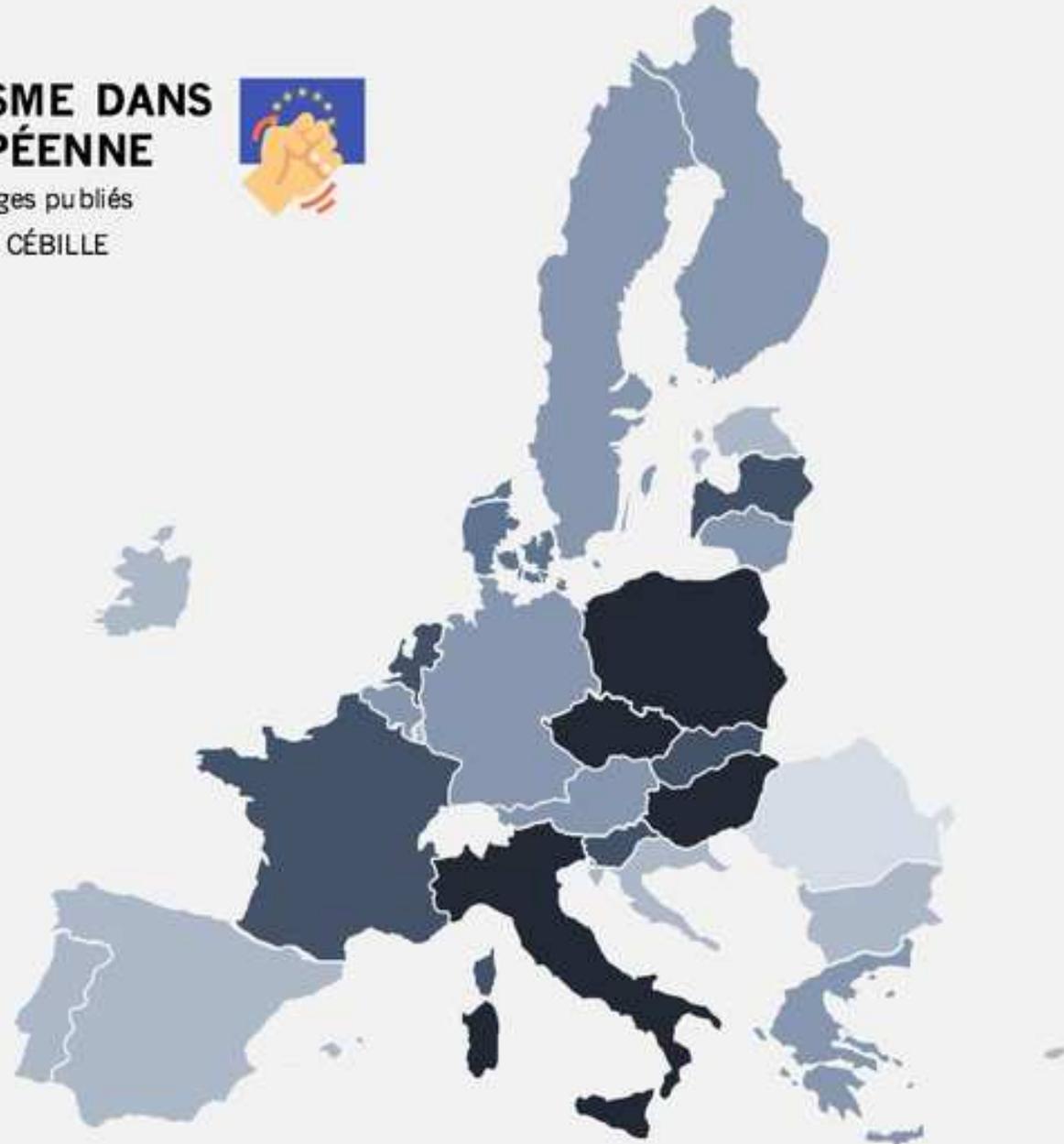
EUROSCEPTICISME DANS L'UNION EUROPÉENNE



Selon les derniers sondages publiés

JANVIER 2019 · PAUL CÉBILLE

- Plus de 50%
- De 40% à 49%
- De 30% à 39%
- De 20% à 29%
- De 19% à 10%
- Moins de 9%



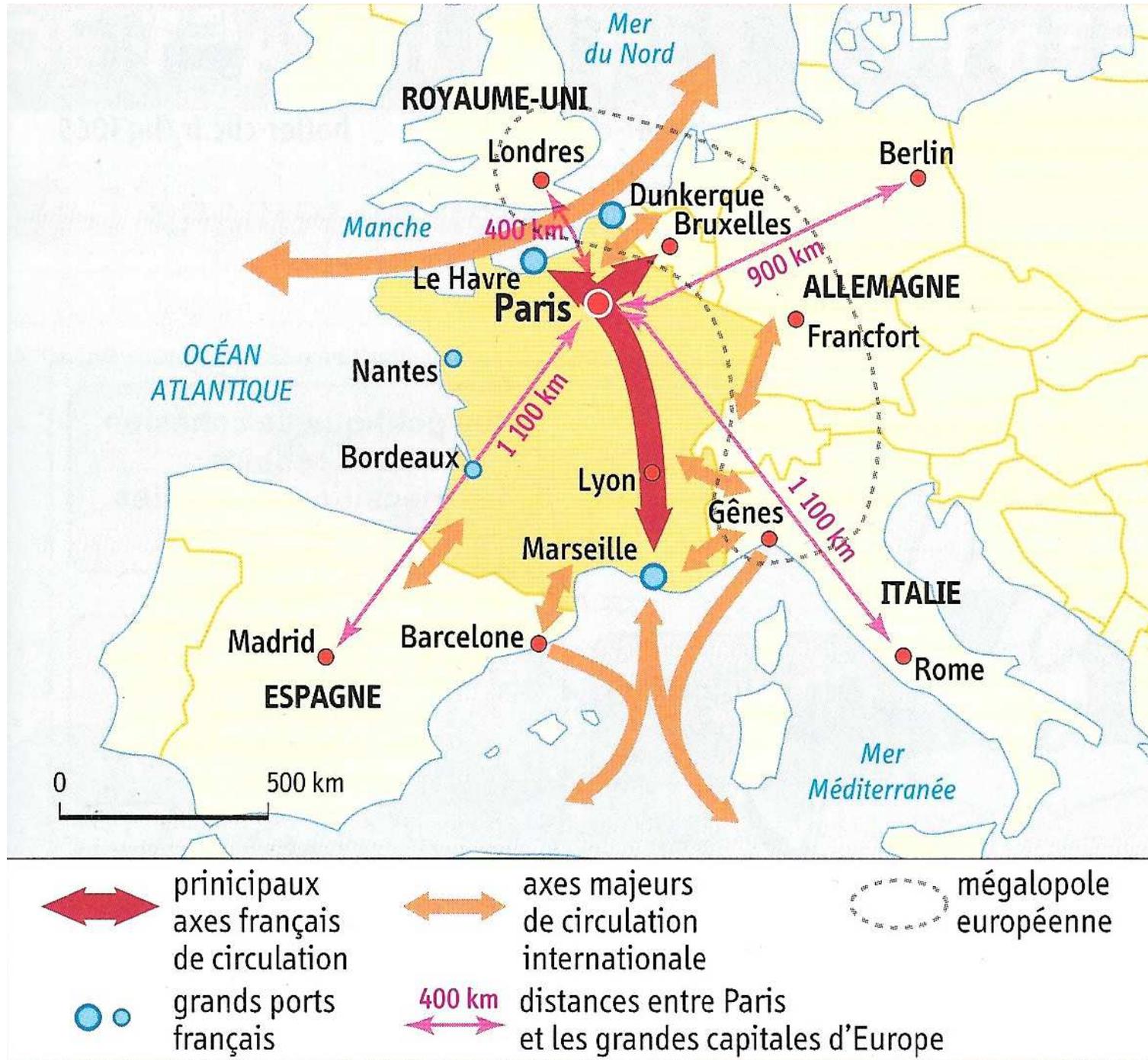
C - Un territoire à géométrie variable et une Union remise en question

Trace : Malgré la puissance économique de l'Union européenne et les politiques de rééquilibrage mises en place, l'euroscepticisme est important au sein des pays membres. L'Islande a décidé en 2015 de retirer sa candidature d'adhésion, le Royaume-Uni a décidé de quitter l'Union en 2016 et les opinions défavorables ne cessent de gagner du terrain (71% en Grèce selon un sondage de 2016).

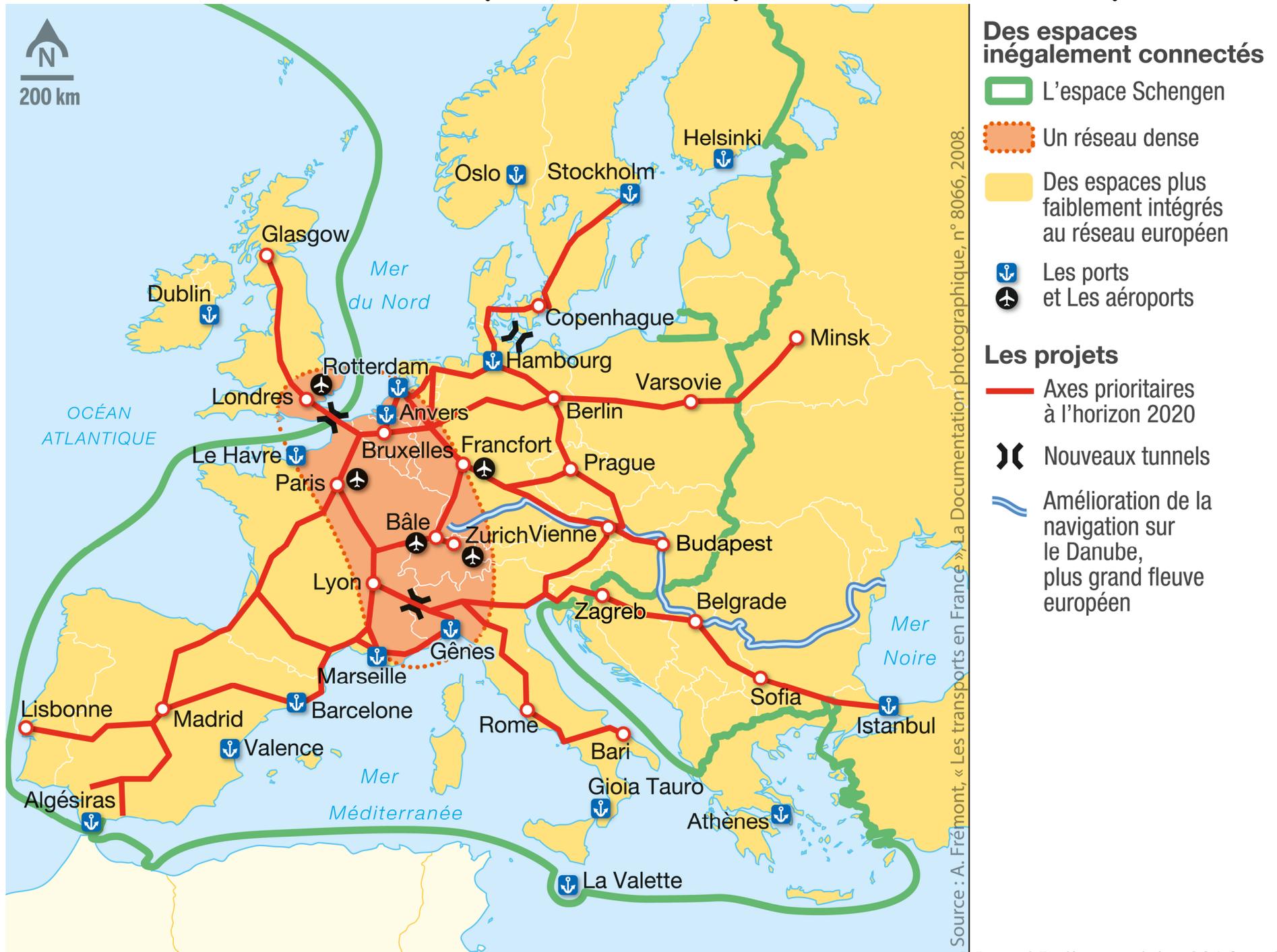
II - La France et l'Union européenne

A - L'insertion française

La France dans l'UE



La France dans l'espace européen des transports



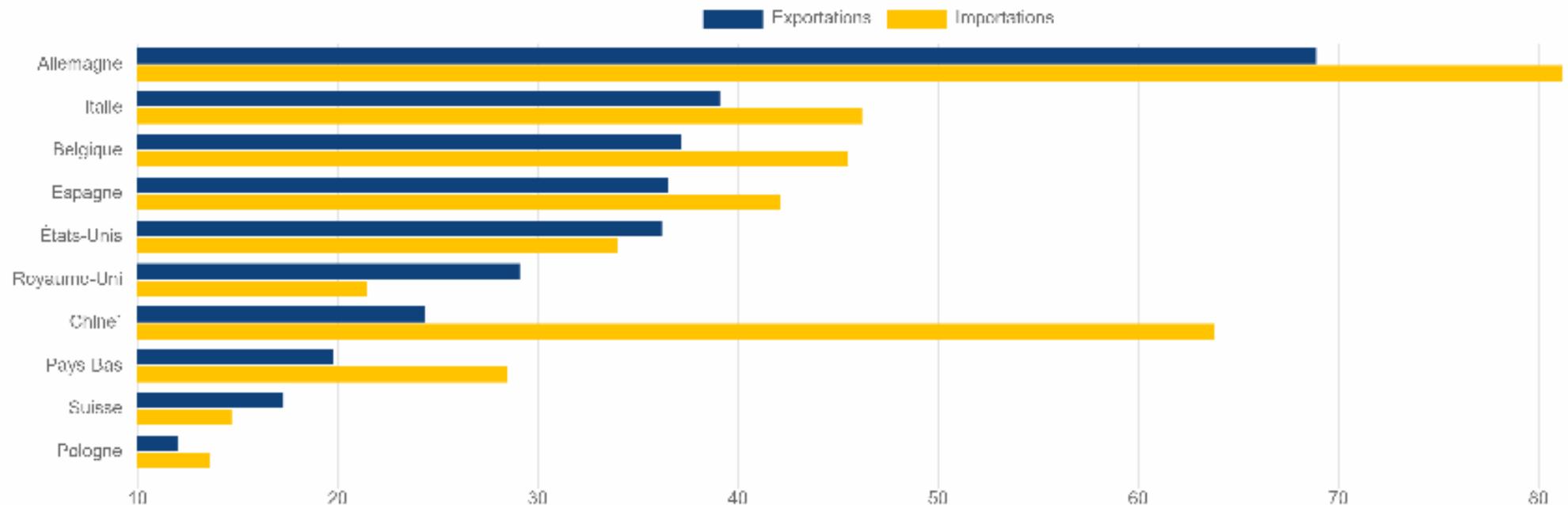
La France dans l'UE

La France est le deuxième contributeur au budget de l'Union européenne derrière l'Allemagne, avec 28,8 milliards d'euros versés en 2021. L'essentiel de cette contribution est proportionnel à la richesse du pays, et correspond à un pourcentage (autour de 1%) du Revenu National Brut

Principaux partenaires de la France à l'exportation et à l'importation en 2021

Graphique

Tableau



Les régions transfrontalières



1 Les coopérations transfrontalières en France

L'Eurorégion Aquitaine-Euskadi

L'Eurorégion Aquitaine-Euskadi est née officiellement le lundi 12 décembre 2011, à Vitoria. Le président du conseil régional d'Aquitaine, Alain Rousset, et son homologue, le président de la communauté autonome du Pays basque espagnol, Patxi Lopez, ont signé l'acte de création de l'eurorégion Aquitaine/Pays basque. Sous la forme d'un Groupement européen de coopération territoriale (GECT), cette convention entend "approfondir la coopération entre les deux régions et contribuer à la création d'un grand espace de relations, d'échanges et de projets communs". Les deux Régions souhaitent améliorer et renforcer leurs actions en matière de transport des personnes et des marchandises, en matière de recherche et d'innovation (par la mise en réseau, notamment des clusters et des pôles de compétitivité), en matière d'éducation et de formation, de culture, de politique linguistique, d'agriculture, d'alimentation, de santé, de développement durable... Le siège du GECT sera fixé à Hendaye... Le chantier "prioritaire" selon M. Rousset est de "mener à bien la construction et l'interconnexion d'un réseau de lignes à grande vitesse (LGV) de part et d'autre des Pyrénées", par la finalisation de la LGV entre Bordeaux et l'Espagne.

L'Eurorégion Aquitaine- Euskadi : le projet « eurocité express »



Concernant l'axe "Territoire durable", la question de la création d'un "espace de mobilité durable" et donc d'infrastructures de transport adéquates est centrale... Autre chantier, la desserte de l'Eurocité basque. Il s'agit d'améliorer les transports collectifs transfrontaliers et de mettre en place un service ferroviaire cadencé entre Saint Sébastien et Bayonne.

A - L'insertion française

Trace : La France fait partie des membres fondateurs de l'Union européenne et elle échange en priorité avec les pays membres. Sa situation géographique fait d'elle un carrefour européen et une interface (**zone de contact entre plusieurs espaces différents**) à la fois maritime et terrestre, mais elle se situe à l'écart de la mégalopole et du centre de gravité de l'Union qui se déplace vers l'est. Elle est connectée à un réseau européen des transports, les voies de communications majeures se poursuivant au-delà des frontières, et elle connaît de multiples structures transfrontalières (eurorégion Aquitaine-Euskadi-Navarre) qui sont des espaces de coopération et d'échange porteurs de projets communs (Eurocité express : ligne ferroviaire cadencée Bayonne-San Sébastien).

B - L'influence de l'Union en France

Les institutions européennes en France

En France, la Commission européenne possède une Représentation nationale à Paris et une Représentation régionale à Marseille.

Outre la Représentation de la Commission, l'Union européenne est également présente en France avec :

- L' Office communautaire des variétés végétales (OCVV) à Angers qui enregistre les demandes de droits de propriété industrielle sur des variétés végétales
- L' Agence européenne du rail (ERA) à Valenciennes qui fournit une assistance technique dans les domaines de la sécurité ferroviaire.
- L' Autorité européenne des marchés et services financiers (ESMA) à Paris qui garantit le bon fonctionnement des marchés financiers au sein de l'UE
- L' Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE) à Paris qui aide à forger une culture européenne de sécurité pour l'UE.
- Le Parlement européen à Strasbourg
- L' Agence spatiale européenne (ESA) à Paris

Les fonds européens pour la France

En France, l'enveloppe totale pour 2014-2020 est de :

26,7
milliards d'€



CTE
La coopération
territoriale européenne

1,1
milliard
d'€

alloué à la France pour
des programmes transfrontaliers,
transnationaux et interrégionaux

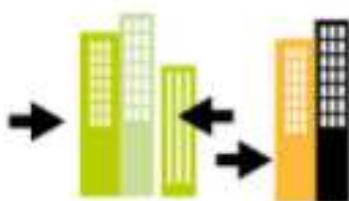
Les aides du FSE pour la France

65%
gérés par
l'État



35%
gérés par
les conseils
régionaux

Sur les 4 thématiques suivantes :



Promouvoir
l'emploi et
soutenir la
mobilité du travail



Promouvoir
l'inclusion sociale
et la lutte contre
la pauvreté



Investir dans
l'éducation, les
compétences et
la formation tout au
long de la vie



Renforcer la capacité
institutionnelle et
conserver l'efficacité de
l'administration publique

20% de l'ensemble des ressources du FSE doivent être
consacrés à l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté.

Une aide du FSE pour les Pyrénées-Atlantiques

Formation des bergers au dressage des chiens de troupeaux dans les Pyrénées-Atlantiques

Localisation : PYRENEES-ATLANTIQUES, AQUITAINE

Fonds Européen concerné : FSE

Thème : Emploi, formation, mutations économiques

Synthèse : Les éleveurs souhaitent être capables de dresser leur chien avec les animaux afin d'optimiser leur travail et leurs conditions de travail. Cette action de formation contribue aux priorités transversales du FSE en terme de développement durable et d'initiatives locales et vise le développement des compétences des actifs du monde rural, améliorant ainsi leur cadre de vie.

[Afficher / masquer les détails](#)

Bénéficiaire : Jeunes Agriculteurs des Pyrénées Atlantiques

Intitulé opération : Formation des bergers au dressage des chiens de troupeaux dans les Pyrénées-Atlantiques

Période : 2000 - 2006

Montant subvention européenne (en euros) : 7 888,83

Coût total éligible : 24 329,4

Description détaillée :

Les éleveurs souhaitent être capables de dresser leur chien avec les animaux afin d'optimiser leur travail et leurs conditions de travail.

Les aides du FEADER pour la France



FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL (FEADER) 2014-2020 EN FRANCE

Développer des activités agricoles et rurales, préserver l'environnement et la qualité de vie.

En France, les interventions du FEADER portent en priorité sur 4 thématiques :



L'installation des jeunes agriculteurs



Les paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques



Les mesures agro-environnementales et climatiques, le soutien à l'agriculture biologique et les paiements au titre de Natura 2000 et de la directive cadre sur l'eau



Les investissements dans les secteurs agricole, agroalimentaire et forestier

Une aide du FEADER pour les Pyrénées-Atlantiques

L'Europe soutient le leader du fromage AOC Ossau-Iraty au lait cru de brebis

Localisation : Hélette, PYRENEES-ATLANTIQUES, AQUITAINE

Fonds Européen concerné : FEADER

Thème : Agriculture/sylviculture

Synthèse : La fromagerie Agour, installée à Helette, au Pays Basque, poursuit un important programme d'investissements avec la réalisation d'une nouvelle cave d'affinage pour ses fromages au lait cru de brebis Ossau Iraty AOC.

Cette cave, qui augmente de 40 % le potentiel de production de la fromagerie, est équipée d'un automate de retournement et de brossage des fromages permettant des gains de productivité et d'importantes économies d'eau.

La démarche environnementale s'applique également à la nouvelle ligne de conditionnement permettant à la SARL Agour d'aborder la commercialisation, à fort potentiel, de portions vendues en libre service dans un emballage innovant particulièrement économe.

[Afficher / masquer les détails](#)

Bénéficiaire : Fromagerie Agour

Intitulé opération : Réalisation d'une nouvelle cave d'affinage

Période : 2007-2013

Montant subvention européenne (en euros) : 250 000

L'euroscpticisme en France

les Français demeurent les Européens les plus défiants et les moins informés sur l'Europe et sa construction. Cette forme d'euroscpticisme, - qui ressort d'une enquête publiée début décembre par l'Institut Jacques Delors, le Cevipof et le Centre Kantar - paradoxalement teintée de fortes attentes par rapport à l'Union européenne (UE), s'est installée au cours des vingt-cinq dernières années...

Certes, 56 % des Français demeurent attachés à l'Europe, notamment à ses valeurs de paix et à la libre circulation, mais la moitié d'entre eux expriment une défiance face à Bruxelles (8 points de plus que la moyenne européenne), plaçant la France au même niveau que la Grèce. Avec l'Autriche et le Danemark, l'Hexagone est aussi au cœur « *d'une géographie du mécontentement* », souligne le rapport, où les partis fortement opposés à l'intégration européenne sont des forces politiques de première importance.

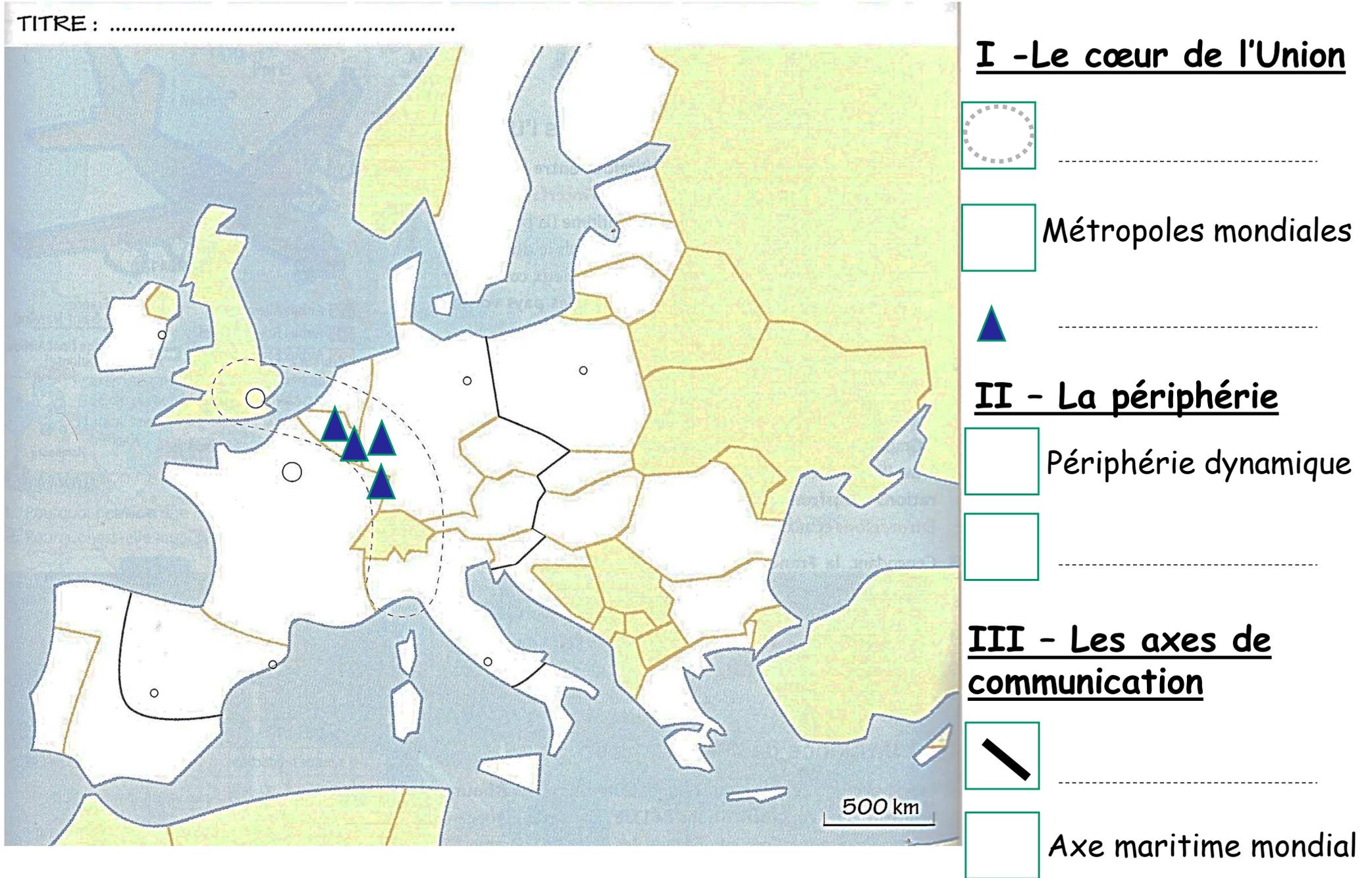
L'enquête confirme que les plus europhiles des Français sont les jeunes, les diplômés, les urbains, et les électeurs penchant plutôt à gauche.

<http://www.lemonde.fr> – 9 décembre 2021.

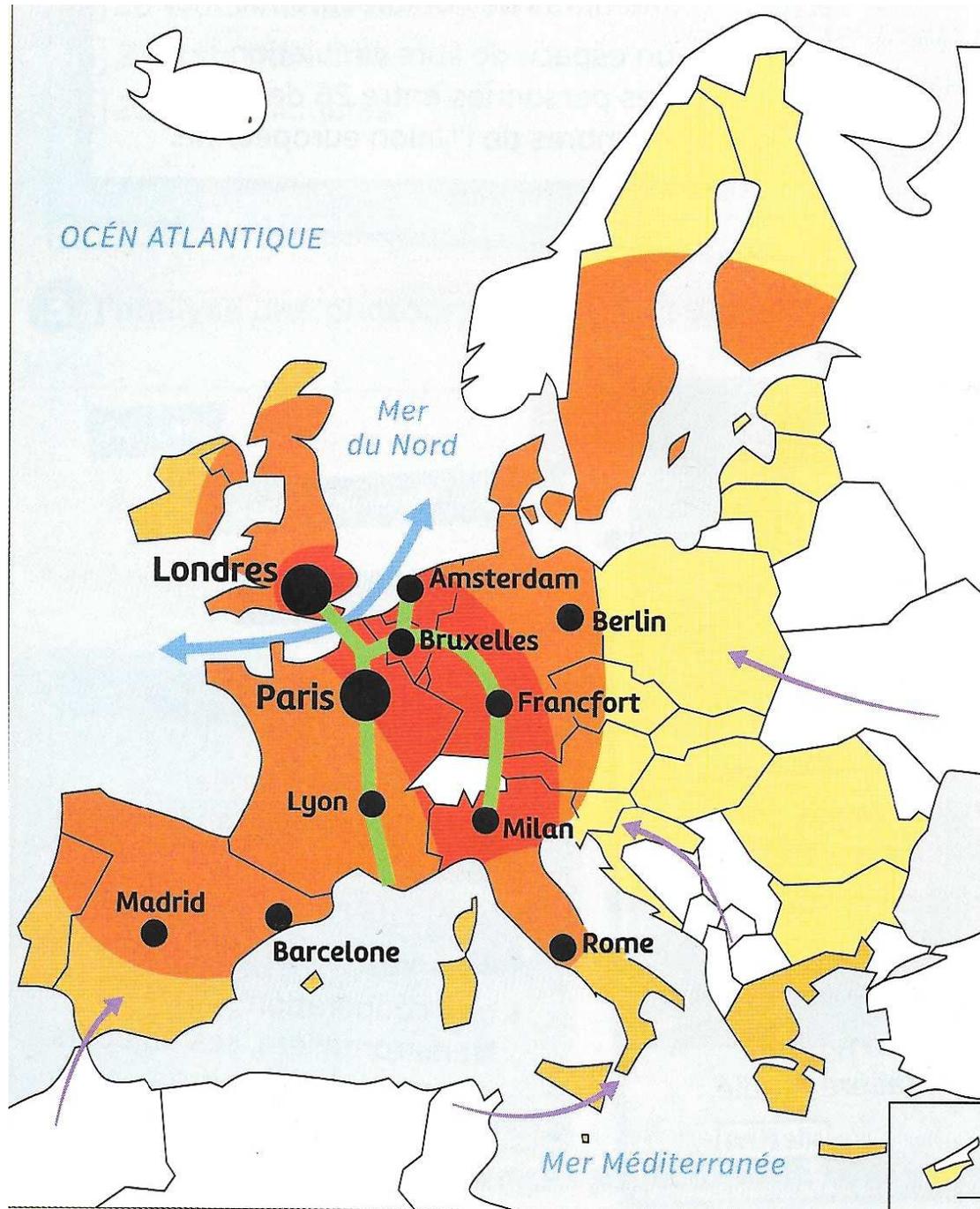
B - L'influence de l'Union en France

Trace : L'influence de l'Union en France s'observe par la présence des institutions (Parlement de Strasbourg) et agences européennes (Agence européenne du rail à Valenciennes) sur notre sol. Elle est aussi marquée par les nombreuses aides accordées au titre des différents fonds européens (FEDER, FSE, FEADER...). C'est ainsi qu'au titre du Fonds Social Européen et de ses thématiques d'aide à l'emploi et à la formation, de jeunes bergers des Pyrénées-Atlantiques ont été aidés dans leur formation au dressage des chiens de troupeaux. Malgré cela, l'euro-scepticisme gagne en France, 50% des français exprimant une défiance vis-à-vis de Bruxelles malgré un attachement à la libre circulation et aux valeurs de paix.

L'organisation du territoire européen



L'organisation du territoire européen



Des centres

■ Mégalopole européenne (cœur de l'UE)
fortes densités des hommes
et des richesses

● Métropoles mondiales

● Métropoles européenne

Des périphéries

■ Régions développées et intégrées
au centre

■ Périphéries de moindre densité
de population ou de richesse,
bénéficiant des aides au développement
de l'UE

■ Périphéries s'intégrant progressivement
au centre grâce aux aides
au développement de l'UE

Dynamiques et flux

— Axes de communication majeur

↔ Interface avec le reste du monde

→ Migrations économiques